

ARRETE MUNICIPAL

Portant autorisation temporaire d'occuper le domaine public de
Terres-de-Caux

Le Maire de la Commune de Terres-de-Caux

VU le code général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L2212-1 et suivants, L1311-1 à 1311-8 ; L2122-21 et L2213-6,

VU le code général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L2121-1, L2122-1 et suivants, L2125-1 et suivants,

VU le Code de la voirie routière,

VU l'article 610-5 du code pénal,

VU la demande en date du 18 octobre 2022, présentée par l'**Entreprise AVENEL INFRA sise 6 rue Marconi 76150 Maromme** sollicitant l'autorisation d'occuper le domaine public afin de réaliser des **travaux d'ouvertures de chambres sous chaussée pour tirage et raccordement de la fibre optique en souterrain et en aérien**, rue Charles de Gaulle - Fauville-en-Caux 76640 Terres-de-Caux.

CONSIDERANT qu'il convient de réglementer les occupations du domaine public qui dérogent à son utilisation normale,

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter du **lundi 31 octobre 2022 et jusqu'à la fin des travaux**, l'Entreprise AVENEL INFRA sise 6 rue Marconi 76150 Maromme est autorisée à effectuer des travaux d'ouvertures de chambres sous chaussée pour tirage et raccordement de la fibre optique en souterrain et en aérien, **rue Charles de Gaulle, du carrefour de l'institut de beauté jusqu'à la sortie d'agglomération vers Yébleron** - Fauville-en-Caux 76640 Terres-de-Caux.

ARTICLE 2 : Durant cette période, la **vitesse sera limitée à 30 km/h, il sera également interdit aux véhicules légers et poids lourds de dépasser et de stationner**

ARTICLE 3 : Le permissionnaire aura la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction ministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

ARTICLE 4 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera affiché et publié dans les conditions réglementaires habituelles, seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux dispositions de lois et règlements en vigueur. Tous les véhicules en infraction à la législation en vigueur pourront faire l'objet d'une mise en fourrière.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du maire de Terres-de-Caux. Un recours peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou du rejet du recours administratif par le maire, s'il a été formé dans le délai du recours contentieux.

ARTICLE 6 : Monsieur le Maire, le Commandant de la brigade de gendarmerie de Terres-de-Caux, le Chef de la Police Municipale Intercommunale, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Fauville en Caux, le 27 octobre 2022.

Jean-Marc VASSE

Maire de TERRES-DE-CAUX



7, avec Fauville au coeur

Auzouville-Auberbosc
Benneiot
Bermonville
Fauville-en-Caux
Ricarville
St-Pierre-Lavis
Ste-Marguerite-sur-Fauville